Sur la base de ses intérêts nationaux, le Canada devra collaborer avec les autres États durant les années 70 au partage universel des avantages des systèmes internationaux des satellites. Il lui faudra surtout:

1. Continuer de collaborer aux études des Nations Unies sur les conséquences de la radiodiffusion directe par satellites dans les domaines technique, politique, économique, social et culturel.
2. Demander une répartition universelle et non discriminatoire des avantages que l'on retirera de l'utilisation des systèmes de satellites.
3. Contribuer à la constitution de mécanismes administratifs qui accorderont une attention particulière aux petits États et aux pays en voie de développement qui n'ont pas de programme spatial.
4. Obtenir une utilisation équitable du spectre des fréquences radioélectriques de toutes les communications dans l'espace et une juste répartition des positions sur orbite synchrone.

Dans ce but, le Canada devra lui-même:

- a) Encourager l'Union internationale des télécommunications à participer au développement ordonné d'une coordination internationale des normes et de la réglementation, surtout dans l'attribution des fréquences au réseau présent et futur de communications par satellites. L'U.I.T. devrait aussi collaborer à l'établissement des normes de garantie des positions sur orbite, surtout au-dessus de l'équateur;
- b) encourager les Institutions spécialisées comme l'UNESCO, l'Organisation météorologique mondiale et l'Organisation internationale de l'aviation civile, à se pencher sur l'utilisation des systèmes de satellites dans leur propre champ de compétence, dans le sens d'une plus grande coordination à l'intérieur de l'ONU;
- c) collaborer à l'étude d'autres arrangements pour développer la coopération et la réglementation internationales dans le domaine des communications spatiales d'où les organisations actuelles sont absentes;
- d) travailler à l'établissement des principes juridiques qui régiront l'activité des États dans l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et, en particulier, à la conclusion d'un accord sur la responsabilité pour les dommages causés par suite du lancement d'objets dans l'espace extra-atmosphérique.